

Composante 2 visant à identifier les besoins en emplois et compétences des administrations et à y répondre via la mise en place de parcours de formation, avec une attention portée aux questions d'égalité de genre et de jeunesse. Cette composante, qui se concentre lors d'une phase initiale sur quelques institutions pilotes, a pour objectif de mettre progressivement en adéquation les emplois et les compétences de ces institutions avec leurs missions. L'objectif est de jeter les bases pour la mise en place ou amélioration des macro-processus de GRHE qui devront suivre (recrutement, évaluation, mobilité et parcours professionnels, promotion et avancement, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences – GPEC, etc.).

Composante 3 visant à renforcer la numérisation de la GRHE. L'objectif est de développer un véritable système informatique pour la gestion des ressources humaines de l'Etat (SIRH) et ainsi permettre la numérisation des processus de GRHE pour plus d'efficacité, transparence et sécurité. La gestion numérique des ressources humaines et la fiabilisation des données des agents de l'Etat permettront de mieux maîtriser la masse salariale.

Cette action constitue une première étape au développement des macro-processus de gestion des ressources humaines (GRH) en Union des Comores.

L'action contribue directement au domaine prioritaire 3 « Gouvernance » du PIP 2021-2027 de l'UE pour les Comores et notamment aux objectifs OS3.2 « Promouvoir la mise en œuvre de politiques publiques inclusives » et OS3.3 « Promouvoir les droits et la participation des femmes en tant qu'actrices du changement sociétal ». Les priorités du PIP 2021-2027 de l'UE pour les Comores répondent aux objectifs prioritaires du PCE 2030, et cette action est cohérente avec la Stratégie Comores Numérique 2028. L'action permettra de conforter le rôle majeur de l'UE dans le domaine de la bonne gouvernance administrative et financière. Pour faire jouer au mieux les effets de levier, l'action sera menée en étroite coordination avec les autres initiatives dans le domaine, notamment le Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF), cofinancé par l'UE et l'Agence française de développement (AFD) et le programme en phase de préparation de l'AFD en appui à la consolidation du système informatique du ministère de finances, du budget et du secteur bancaire. La BEI analyse une possibilité d'intervention dans le domaine de la transformation numérique aux Comores, en cohérence et complémentarité avec cette action, que l'UE pourrait appuyer via les instruments de garantie du FEDD+.

L'action est cohérente avec les priorités du Consensus européen sur le développement de 2017<sup>1</sup> et le Plan d'Action pour l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025<sup>2</sup> visant le domaine d'engagement thématique « Promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilités » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique »). Elle répond aux principes et priorités du Global Gateway<sup>3</sup>, notamment en matière de bonne gouvernance et de transformation numérique. Elle contribue enfin à l'agenda 2030 et en particulier à l'atteinte de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces), mais aussi des ODD 5 (Egalité entre les sexes), 8 (Travail décent et croissance économique), 10 (Inégalités réduites) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Le pays, composé de 3 îles de l'océan indien au sein du canal du Mozambique compte environ 750 000<sup>4</sup> habitants répartis sur 2 612 km<sup>2</sup>. L'Union des Comores possède le statut de petit état insulaire en développement. Son économie fragile souffre de nombreuses contraintes structurelles dont l'éloignement géographique, la fragmentation de son territoire, un retard en matière d'infrastructures socio-économiques de base, le poids important du secteur informel, l'exiguïté du territoire et partant du marché national et une forte vulnérabilité aux aléas climatiques. Même si ces contraintes économiques fortes sont en partie compensées par les importants transferts financiers effectués par la diaspora<sup>5</sup>, la population vit en situation de forte précarité.

<sup>1</sup> [https://www.consilium.europa.eu/media/24004/european-consensus-on-development-2-june-2017-clean\\_final.pdf](https://www.consilium.europa.eu/media/24004/european-consensus-on-development-2-june-2017-clean_final.pdf)

<sup>2</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/document/print/fr/ip\\_20\\_2184/IP\\_20\\_2184\\_FR.pdf](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/document/print/fr/ip_20_2184/IP_20_2184_FR.pdf)

<sup>3</sup> [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway\\_en](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_en)

<sup>4</sup> Population estimée à 758 000 habitants selon le Recensement général de la population (RGPH 2017).

<sup>5</sup> Estimée entre 400 000 et 500 000 individus.